



Crédit photographique : EDF Renouvelables Canada

Les faits saillants

Rapport d'enquête et d'audience publique

Rapport n° 388

Projet de parc éolien de la Madawaska à Dégelis et Saint-Jean-de-la-Lande

Juin 2025



INFORMER



CONSULTER



ENQUÊTER



AVISER

Le contexte du mandat du BAPE

Le 29 janvier 2025, le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, Benoit Charette, a mandaté le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour tenir une audience publique sur le projet de parc éolien de la Madawaska sur les territoires de la ville de Dégelis et de la municipalité de Saint-Jean-de-la-Lande soumis par Parc éolien de la Madawaska S.E.C. Le président du BAPE, Alain R. Roy, a constitué une commission d'enquête dont le mandat a débuté le 24 février 2025 pour une durée maximale de quatre mois.

Le projet

Le parc éolien de la Madawaska comprendrait 45 éoliennes, implantées en milieux forestier et agricole, sur les territoires de la ville de Dégelis et de la municipalité de Saint-Jean-de-la-Lande, dans la MRC de Témiscouata. EDF Renouvelables, Hydro-Québec et l'Alliance de l'énergie de l'Est (ci-après « Alliance ») ont formé un partenariat à parts égales en vue du développement et de l'exploitation du parc éolien, chacun détenant le tiers des parts de Parc éolien de la Madawaska S.E.C. (société en commandite). Le coût du projet s'élèverait à 800 M\$, les investissements étant séparés à parts égales entre les trois partenaires du projet.

L'initiateur installerait 40 éoliennes sur des terres publiques et 5 autres en terres privées. Les éoliennes auraient une puissance de 6 MW, pour un total de 270 MW. Les autres équipements nécessaires au projet incluraient un réseau collecteur électrique principalement souterrain, un poste de raccordement au réseau de transport d'électricité d'Hydro-Québec et des mâts permanents pour mesurer les conditions météorologiques. L'initiateur installerait, à Dégelis, un bâtiment de service et une aire d'entreposage. Le réseau d'accès aux éoliennes comprendrait 30,4 km de voies existantes à améliorer et 37,3 km de chemins à construire.

La phase de construction débuterait à la fin de 2025 ou au début de 2026, pour se terminer en 2027, et créerait jusqu'à 300 emplois temporaires. La mise en service est prévue en décembre 2026, pour atteindre, en 2027, la quantité totale annuelle prévue au contrat. La phase d'exploitation s'étendrait sur 30 ans. Durant cette phase, des travaux d'entretien créeraient jusqu'à 10 emplois permanents.

Les activités d'information et de consultation

Les deux parties de l'audience publique ont eu lieu à Dégelis. Lors de la première partie, la commission d'enquête a tenu trois séances, les 25 et 26 février 2025, afin que l'initiateur et des personnes-ressources de divers ministères, municipalités et organismes répondent aux interrogations du public et de la commission. La seconde partie a permis aux participantes et participants d'exprimer leurs opinions sur le projet au cours de deux séances qui se sont déroulées les 25 et 26 mars 2025. À cette occasion, la commission a reçu 34 mémoires, dont 15 ont été présentés en séance, auxquels se sont ajoutées 2 opinions verbales (annexe 1).

Les préoccupations et les opinions des participantes et participants

Les personnes qui se sont exprimées lors de la deuxième partie de l'audience publique ont fait valoir leurs points de vue sur le projet et sur ses effets. Plusieurs organismes se sont dits favorables au modèle de gouvernance de l'Alliance de l'énergie de l'Est, fondé sur un partenariat avec les organismes municipaux. Selon eux, ce modèle renforce la collaboration à l'échelle régionale et génère des retombées financières permettant de soutenir des initiatives locales. Certains intervenants ont toutefois rapporté un manque de transparence associé à ce modèle.

La stimulation de la vitalité économique des communautés est au cœur des préoccupations de plusieurs participantes et participants. À cet égard, le projet est perçu comme un levier de développement économique à l'échelle locale et régionale.

Les avis sont partagés quant aux efforts d'information et de consultation déployés par l'initiateur. Certains saluent les moyens mis en place, tandis que d'autres les jugent insuffisants.

Plusieurs personnes ont exprimé des opinions dépassant le cadre du projet de parc éolien de la Madawaska, s'inquiétant de la planification du développement éolien à l'échelle régionale et de l'utilisation de l'électricité produite. D'autres estiment que ce projet participe à l'atteinte des cibles gouvernementales en matière de transition énergétique et de décarbonation de l'économie.

Finalement, des inquiétudes ont été exprimées concernant les effets potentiellement néfastes que le projet pourrait avoir sur l'environnement. Ont notamment été évoqués le déboisement, la perte de milieux humides, la destruction des habitats fauniques, les mortalités de chauves-souris, la contribution du projet aux effets cumulatifs et les répercussions sur les ressources en eau.

Les principaux constats et avis de la commission

Dans son rapport, la commission d'enquête formule des constats et des avis concernant les enjeux relatifs aux aspects économiques du projet ainsi que ses répercussions sur l'environnement.

Si la décarbonation de l'économie du Québec est mise de l'avant pour justifier ce projet, aucun moyen ne permet de vérifier si l'électricité produite y contribuerait. Selon la commission d'enquête, le gouvernement du Québec devrait publier un suivi systématique de la progression de la capacité de production d'énergie éolienne, accompagné d'une reddition de comptes sur l'avancement de l'atteinte des cibles de décarbonation de l'économie. La population du Québec pourrait ainsi apprécier à sa juste valeur la contribution de la nouvelle capacité de cette filière à la diminution des émissions de gaz à effet de serre du Québec.

En 30 ans, le parc éolien générerait des distribuables pour les membres de l'Alliance estimés à 180 M\$ et des paiements fermes de plus 25 M\$ à Dégelis et Saint-Jean-de-la-Lande. Une portion des 108 M\$ en distribuables remis aux MRC du Bas-Saint-Laurent serait investie par celles-ci dans le Fonds éolien de développement régional. Le Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent utilise ce

fonds comme levier pour financer des projets visant à soutenir la vitalité et à améliorer la performance économique des collectivités de la région. Afin de mesurer la contribution durable des revenus éoliens au développement économique local et régional, les retombées de ce modèle devraient être évaluées régulièrement à l'aide d'une méthode appropriée.

Même si la distribution des bénéficiaires de l'Alliance offre des contributions financières qui sont les bienvenues pour les communautés partenaires, la structure d'investissements et la complexité des flux monétaires rendent ce modèle difficile d'accès pour les citoyennes et citoyens. À cet égard, l'Alliance devrait renforcer ses communications financières auprès de la population afin de garantir une gouvernance transparente, intégrée et responsable.

Compte tenu de l'urgence d'agir pour prévenir la disparition de plusieurs espèces de chauves-souris, le gouvernement du Québec devrait généraliser à tous les parcs éoliens, existants et futurs, le bridage des éoliennes à des vitesses de vent inférieures à 5,5 m/s la nuit, entre le 1^{er} juin et le 15 octobre, une mesure d'atténuation reconnue pour réduire efficacement leur mortalité.

L'absence de vue d'ensemble du développement éolien au Bas-Saint-Laurent, particulièrement dans un contexte de multiplication des projets, empêche une évaluation adéquate de leurs effets cumulatifs, notamment en ce qui concerne la capacité de support des écosystèmes. Pour pallier cette situation, le gouvernement du Québec devrait procéder à une telle évaluation à l'échelle du Bas-Saint-Laurent afin d'assurer la gestion durable et responsable de ce territoire.

Malgré l'entente de coopération entre le Québec et le Nouveau-Brunswick sur les répercussions environnementales transfrontalières, l'étude d'impact de l'initiateur ne tient pas compte des conséquences potentielles du projet au Nouveau-Brunswick, notamment dans le bassin versant de la rivière à la Truite, un territoire déjà sujet à des inondations. L'initiateur devrait collaborer avec la Ville d'Edmundston afin d'intégrer cette dimension dans son étude d'impact. De plus, le gouvernement du Québec devrait s'assurer d'appliquer l'entente de coopération au présent projet ainsi qu'à tous ceux qui suivront.

À la lumière de son analyse et en tenant compte de ses constats et avis, la commission conclut que le projet de parc éolien de la Madawaska devrait être autorisé en raison de ses retombées économiques structurantes pour le Bas-Saint-Laurent et de son inscription dans les objectifs gouvernementaux en matière d'électrification de l'économie et des transports.